

Etats-Unis - Tempête Harvey : « La catastrophe n'était pas inattendue »

samedi 9 septembre 2017, par [HERNANDEZ Julie](#) (Date de rédaction antérieure : 2 septembre 2017).

Dans une tribune au « Monde », Julie Hernandez, géographe établie à La Nouvelle-Orléans, estime que l'ouragan Harvey, qui a frappé Houston, au Texas, n'avait rien d'unique. Selon elle, il faut s'habituer aux catastrophes « ordinaires », aux Etats-Unis et dans le monde.

Sommaire

- [Imperméabilisation des sols](#)
- [Périlleux compromis](#)
- [Une très, très, très grosse](#)

TRIBUNE. Les images sont si familières. Les rampes d'accès aux autoroutes émergeant à peine des eaux et, juste en dessous d'un panneau publicitaire arraché par le vent, une famille patauge jusqu'à la taille sous la pluie toujours battante. Des dizaines de héros ordinaires flottent sur leurs kayaks au hasard des rues inondées, pendant que l'écheveau des responsabilités techniques et politiques de la crise s'embrouille un peu plus au hasard des reportages et des posts sur les médias sociaux. Bingo des mots-clés pour un désastre dont personne, étrangement, n'insiste sur le caractère « naturel » : « expansion urbaine incontrôlée », « catastrophe technique », « changement climatique causé par l'homme ». Jusqu'à ce président bouffon, dont la plupart n'attendent plus grand-chose, et qui ne fera finalement que passer.

Les parallèles avec Katrina et La Nouvelle-Orléans, presque douze ans jour pour jour avant le passage d'Harvey, sont tentants. La comparaison des causes qui ont mené à la sinistre répétition des images d'une métropole noyée sous les eaux d'une catastrophe pourtant annoncée de longue date permet de mettre en lumière les lignes de failles urbanistiques qui semblent traverser les villes américaines dans leur ensemble. Ces villes que l'on dit depuis longtemps « insoutenables ».

En effet, à Houston comme à La Nouvelle-Orléans, l'expansion urbaine s'est faite au prix d'une martingale jouée par les promoteurs urbains contre un site éminemment inondable. La métropole texane est pourtant située à plus de 15 mètres au-dessus du niveau de la mer et protégée des ondes de tempêtes par la baie de Galveston. L'avant-port du même nom, oblitéré par l'ouragan anonyme de 1900, a historiquement servi de leçon sur les bénéfices d'un repli stratégique de la ville à l'intérieur des terres. Mais malgré ce site moins vulnérable que le tristement célèbre « bol », où se concentraient une bonne partie des habitants de La Nouvelle-Orléans, Houston partage avec la vieille cité créole les mêmes problèmes de gestions des eaux surnuméraires.

Imperméabilisation des sols

La croissance urbaine qui peut ici être qualifiée de galopante, sans tout à fait épuiser le cliché (de 3,7 millions d'habitants en 1990, l'aire métropolitaine est passée à 6,7 millions en 2017) a conduit à une imperméabilisation des sols qui accélère la montée des eaux de pluie. Depuis 1990, près de la

moitié des *wetlands*, ces espaces marécageux qui jouent un rôle de collecteurs naturels des eaux, a disparu. Dans une ville étendue sur une vaste plaine (moins d'un mètre de dénivelé entre le point le plus élevé et le point le plus bas dans sa partie centrale), cela signifie que le moindre orage se traduit par un rapide engorgement des rivières et bayous qui la quadrillent.

Dimanche 27 août, le principal cours de la ville, le Buffalo Bayou, a vu son niveau s'élever de plus de quatre mètres. Les réservoirs Addicks et Barkers, qui y drainent normalement les eaux de pluie, ont à leur tour débordé, ne laissant au corps des ingénieurs de l'armée américaine pas d'autre choix que d'ouvrir les vannes secondaires, qui ont envoyé des torrents d'eau boueuse vers les quartiers résidentiels. Les centaines de kilomètres de digues et canaux de drainage qui ont permis le développement de ces mêmes quartiers se sont ainsi révélées de dangereux chevaux de Troie, prêts à déverser leurs flots jusqu'au cœur de la ville.

Car, à Houston, plus encore peut-être qu'à La Nouvelle-Orléans, chacun vit à proximité d'un bayou. Et le long été du sud des Etats-Unis, celui de la saison des ouragans, qui s'étend du 1^{er} juin au 30 novembre, est aussi régulièrement rythmé par l'effondrement des trottoirs sous les pluies diluviennes des après-midi de juillet et les courses effrénées pour sauver d'un déluge matinal une voiture garée dans la mauvaise rue. L'« insoutenabilité » existe aussi au quotidien. En ce sens, la catastrophe de la fin du mois d'août 2017 n'était pas inattendue. C'est même la troisième de ce type en autant d'années pour Houston, après les inondations du Memorial Day, en 2015, et celles du Tax Day, en 2016.

L'équation divisant les bénéfiques immédiats de la croissance urbaine par les risques tacitement acceptés est bien connue des études portant sur les grandes métropoles mondiales. A Houston, quatrième plus large économie des Etats-Unis et épicerie du trafic portuaire et pétrolier de plus de la moitié du pays, l'expansion urbaine a également été source d'emplois dans un secteur immobilier en difficulté depuis 2008. Et les quelque 503 milliards de dollars (422 milliards d'euros) générés annuellement par l'aire métropolitaine soutiennent 3,6 millions de travailleurs et une des populations les plus diversifiées des Etats-Unis, migrants nationaux ou internationaux, qu'il faut bien héberger dans les banlieues toujours plus étendues, le long d'autoroutes toujours plus congestionnées.

Périlleux compromis

Il serait alors facile, devant les images d'Harvey, de parler d'hybris urbanistique, de convoquer la « destruction créatrice » propre au capitalisme, voire les échos malthusiens du rôle des catastrophes dans la « régulation » du développement urbain. Et de se placer si près de blâmer les victimes pour leur manque de clairvoyance dans le choix de leur habitat. Les habitants de La Nouvelle-Orléans ont longtemps entendu la même rengaine. Comme si les dysfonctionnements des grandes métropoles américaines n'étaient pas aussi nés des réels besoins de leurs populations. Comme si les plus vulnérables parmi celles-ci étaient également celles pour lesquelles l'éventail des choix possibles était le plus restreint et le prix d'une erreur potentielle, le plus dramatique.

Les premières couronnes pavillonnaires des métropoles américaines ont bien pu naître des aspirations de la classe moyenne à une qualité de vie différente, plus proche d'une nature fantasmée. Mais les banlieues tentaculaires actuelles continuent de croître pour héberger les nouveaux venus, souvent étrangers et pauvres, qui ne peuvent plus habiter près des centres-villes gentrifiés. A l'heure où les grandes villes américaines retrouvent la valeur de la centralité (résidentielle, économique, et culturelle), l'expansion urbaine sur des terrains inondables et fragiles n'est plus un choix, mais un compromis inévitable et périlleux.

Alors réguler, planifier, interdire ? Casse-tête administratif et champs de mines politiques dans des aires métropolitaines qui incluent fréquemment des municipalités indépendantes, des territoires périurbains non intégrés et donc sous la juridiction des comtés, et un enchevêtrement d'infrastructures privées, municipales, étatiques et fédérales couvrant des centaines de milliers d'hectares.

Les agences fédérales américaines ont, de toute façon, très peu de latitude pour influencer les règlements d'urbanisme propres à chaque entité. Tout juste si l'Agence fédérale des situations d'urgence (FEMA) peut définir les types d'assurances obligatoires pour les propriétaires dont les emprunts immobiliers sont garantis par des fonds gouvernementaux. Les plans de prévention des risques sont quasi inexistantes et très peu de restrictions portent sur les permis de construire. D'ailleurs, cela ne réglerait pas la question de la gestion du tissu urbain existant.

Une très, très, très grosse averse

Et puis planifier pour quelle catastrophe exactement ? Harvey a, par endroits, déversé jusqu'à 130 cm d'eau. Pour référence, les ouvrages scientifiques considèrent qu'une pluviométrie de 165 centimètres correspond à un événement ayant une chance sur un million de se produire chaque année. Et peut-être est-ce la plus importante des réflexions à poursuivre sur ce qui vient de se passer au Texas. Houston n'est pas Miami ou Tampa, directement exposées aux quatre vents cycloniques des ouragans atlantiques. Houston n'a pas été ravagée à cause de la rupture de digues mal construites ou mal entretenues. Et Harvey n'est pas Katrina.

Pas de bourrasques à 280 km/h et pas d'onde de tempête de plusieurs dizaines de mètres. Juste une très, très, très grosse averse se déplaçant lentement au-dessus d'une métropole gigantesque, noyant indistinctement banlieues cossues et ethnoburbs mexicains ou chinois, coupant les routes d'une évacuation de toute façon impossible. On ne déplace pas 6 millions de personnes en moins de 48 heures.

Il est tentant d'analyser l'unicité de l'événement climatique Harvey, plus forte chute de pluie jamais enregistrée aux Etats-Unis. Mais pour réfléchir les vulnérabilités des grandes métropoles à l'ère du changement climatique, peut-être vaut-il mieux penser qu'il n'est pas le seul, mais le premier. Il n'y a d'ailleurs qu'à regarder Mumbai, ce même 28 août 2017. Chronique des catastrophes ordinaires...

Julie Hernandez (Docteur en géographie et chercheuse en santé publique, médecine tropicale et politique de santé globale à l'Université Tulane, à la Nouvelle-Orléans)

P.-S.

* LE MONDE | 03.09.2017 à 06h41 • Mis à jour le 04.09.2017 à 08h57 :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/09/03/ouragan-harvey-la-catastrophe-n-etait-pas-inattendue_5180214_3232.html